MAKING WAVES

GREAT LAKES AND ST. LAWRENCE CITIES INITIATIVE
L'ALLIANCE DES VILLES DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

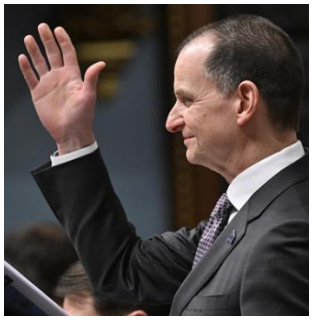
Budgets 2023 : une victoire pour l'Alliance des villes

Le 28 mars, le budget fédéral 2023 a été annoncé. Bien que le contexte économique ait eu un impact sur le soutien offert par le gouvernement fédéral à la protection de l'eau douce, les mois d'efforts de plaidoirie réalisés auprès du gouvernement fédéral par l'Alliance des villes et ses membres ont fait pencher la balance en notre faveur. Même si les annonces gouvernementales sont loin de répondre à tous les besoins, réjouissons-nous de cette importante victoire.



Voici quelques-uns des points saillants qui en découlent :

- 650 millions $ sur dix ans, dont 420 millions $ avait déjà été annoncé lors de la visite du président Biden, pour soutenir les travaux de surveillance, d'évaluation et de restauration des Grands Lacs, du fleuve Saint-Laurent et d'autres étendues d'eau importantes.
- 85 millions $ sur cinq ans et 21 millions $ par la suite pour soutenir la création de l'Agence canadienne de l'eau, dont le siège sera situé à Winnipeg - la loi établissant l'Agence canadienne de l'eau en tant qu'entité autonome sera déposée avant la fin de l'année 2023.
- Près de 100 millions $ pour diverses stratégies d'adaptation au changement climatique et de résilience côtière, telles qu'un programme d'assurance à faible coût pour les propriétaires, un portail web pour la sécurité publique et l'identification continue des zones d'inondation à haut risque.
- 165 millions $ pour la mise en place d'un programme de corridor vert de navigation afin de réduire l'impact de la navigation maritime sur les communautés et les écosystèmes environnants.



Pour sa part, le budget 2023-2024 du Québec a été déposé le 21 mars et prévoit plusieurs mesures ambitieuses dont :

a) 500 millions $ sur cinq ans afin de financer le Fonds bleu dont les objectifs sont présentement discutés par le Forum d'action sur l'eau auquel participe l'Alliance des villes et dont une partie devrait être financée par l'augmentation des redevances sur l'eau.

b) 520 millions $ pour protéger les ressources en eau et assurer la sécurité des barrages

c) 475 millions $ pour protéger la biodiversité et favoriser l'accès à la nature